



VINGT ANS APRES LA CHUTE DU MUR, EXISTE-T-IL UNE OU DEUX ALLEMAGNE ?

Boris Grésillon*

Le 9 novembre 1989 a marqué l'histoire de l'Allemagne et de l'Europe. C'est ce jour-là que le Mur de Berlin est tombé. Un an plus tard, les deux Allemagne ne faisaient plus qu'une, et le « rideau de fer » était démantelé partout en Europe, marquant la fin de la guerre froide. A partir de la fin 1989, l'histoire s'est donc accélérée. Des régimes démocratiques ont remplacé des régimes totalitaires en Europe centrale et orientale ; quinze ans plus tard, ces pays entraient dans l'Union européenne ; l'Allemagne, quant à elle, se reconstruisait dans ses nouvelles frontières, fixées sur la ligne Oder-Neisse à l'Est.

Peut-on dire pour autant que l'unification allemande est achevée ? Que reste-t-il du Mur aujourd'hui ? Qu'en est-il de la division Est-Ouest ? Est-elle toujours d'actualité ? Au lendemain de la chute du Mur, ceux qui avaient prédit qu'il faudrait plus d'une génération pour que l'Allemagne soit vraiment réunifiée ne s'étaient pas trompés. Il demeure des différences, tout à la fois sociales, économiques, politiques et culturelles entre les deux parties de l'Allemagne. Somme toute, ce constat est normal si l'on veut bien se rappeler que pendant quarante ans, la République fédérale d'Allemagne (RFA) et la République

démocratique allemande (RDA) se sont édifiées selon des schémas, des règles et des systèmes politiques et économiques antagonistes. Pourtant, l'investissement de l'Etat fédéral pour la mise à niveau de la partie orientale du pays a été colossal : entre 1990 et 2009, 1500 milliards d'euros ont été affectés aux nouveaux Bundesländer de l'Est, soit plus que le Plan Marshall pour l'ensemble de l'Europe après la seconde guerre mondiale. Jamais un pays n'a dépensé autant d'argent pour soutenir ses régions pauvres, au risque de susciter le mécontentement croissant des Länder les plus riches – Bavière et Bade-Wurtemberg en tête –, lassés de financer à coups de milliards d'euros le redressement économique de la partie Est au titre de la péréquation financière et de la solidarité nationale, deux principes ancrés dans la Constitution allemande.

Malgré tous ces efforts, malgré l'implantation à Leipzig, Dresde ou Eisenach, d'usines automobiles ou électroniques ultra-modernes, l'économie de l'ex-RDA reste à la traîne. Le PIB par habitant y est inférieur d'un tiers à celui des Allemands de l'Ouest, et le chômage y est deux fois plus élevé. D'où l'impression partagée par certains « Osis » d'être des « citoyens de seconde zone » (*Bürger zweiter Klasse*). Plus généralement, le ressentiment de certains Allemands de l'Est (du moins au sein de la génération ayant grandi sous la RDA) reste assez fort envers cette Allemagne de l'Ouest arrogante qui leur a imposé ses modèles et ses valeurs après le tournant de 1989, sans faire de cas des traditions sociales de l'Etat est-allemand. Vingt ans après la chute du Mur, on peut affirmer que l'Allemagne a relevé le défi économique et logistique : la partie orientale souffre encore, mais elle a rattrapé une partie de son retard. Le réseau autoroutier est plus moderne à l'Est qu'à l'Ouest et certaines villes est-allemandes sont mieux équipées que leurs homologues ouest-allemandes. Toutefois, il faudra encore un peu de temps pour que les cicatrices plus intimes, d'ordre psychologique et identitaire, se referment complètement. Il faut dire que le « Kulturkampf » (littéralement : « combat culturel ») entre l'Est et l'Ouest fut violent au cours de la décennie 1990. A Berlin-est, des rues entières furent débaptisées, tandis que dans les universités s'organisait une chasse aux sorcières à l'issue de laquelle de nombreux professeurs est-allemands, soupçonnés d'avoir appartenu à la Stasi ou d'avoir soutenu le régime, furent

démis de leurs fonctions – et remplacés par des collègues d’Allemagne de l’Ouest. La destruction récente du dernier symbole de l’identité est-allemande, le Palais de la République de Berlin, a renforcé le sentiment d’amertume. C’est ce sentiment qui nourrit en partie les suffrages du parti *Die Linke*, le parti de la gauche qui regroupe les déçus du SPD et l’ancien PDS est-allemand. Sous la houlette de son président, le charismatique Oskar Lafontaine, *Die Linke* a réussi une percée lors des élections législatives du 27 septembre 2009, en ralliant près de 12% des suffrages et en parvenant à s’implanter dans la partie occidentale du pays. Il est représenté dans des parlements régionaux. Deux lectures opposées de cet événement sont possibles. La première consiste à dire que l’essor de *Die Linke*, dont environ 3 électeurs sur 4 sont est-allemands, confirme le maintien d’une forme de division politique entre les deux Allemagne ; une autre lecture, que pour ma part je privilégie, consiste à observer que la fusion fragile mais réussie entre les contestataires de gauche des deux parties de l’Allemagne atteste que l’unification politique, du moins le rapprochement, est à l’oeuvre. Car si le PDS pouvait être indubitablement qualifié de parti d’opposition régional¹, *Die Linke* est désormais un parti pan-allemand d’opposition, situé clairement à gauche de l’échiquier politique, comme on en trouve de semblables dans presque tous les pays européens.

Autrement dit, vingt ans après la chute du Mur, la réunification est en marche. Certes, elle n’est pas achevée mais elle progresse. En effet, une vision distanciée de l’histoire ne saurait passer sous silence l’intense processus de convergence qui traverse la société allemande depuis vingt ans. Après les conflits d’ordre identitaire parfois violents des années 1990, l’heure est aujourd’hui à l’apaisement. L’organisation réussie de la coupe du monde de football en 2006 a, pour la première fois, dans la joie et la bonne humeur, semblé réunir le peuple allemand autour d’une même bannière et d’une même équipe *nationale* – la « Nationalmannschaft » n’a jamais aussi bien porté son nom. Les valeurs de l’Allemagne – économie sociale de marché, démocratie, société tolérante – sont communément partagées

¹ Voir à ce sujet l’excellente thèse de science politique de Pierre-Yves Boissy sur le PDS

par tous les Allemands, même si les frictions demeurent. Contrairement aux autres pays d'Europe centrale et orientale, on ne trouve plus en ex-RDA de nostalgiques du régime communiste.

En outre, le fait que depuis dix ans, l'Allemagne se soit enfin retrouvée une « vraie » capitale, participe au processus de convergence que nous avons évoqué. Berlin, de loin la première ville d'Allemagne sur le plan démographique, métropole culturelle et touristique attractive, située en plein cœur de la partie orientale de l'Allemagne et non loin de la Pologne, permet à tous les Allemands de s'identifier à une capitale incontestable qui à la fois regroupe tous les organes du pouvoir (chancellerie, parlement et principaux ministères) et qui est reconnue sur le plan international. Certes, dans un pays éminemment fédéral, le sentiment d'appartenance des Bavarois concerne d'abord Munich et la Bavière, et l'horizon des habitants de la Hesse est symbolisé par la *skyline* de Francfort bien plus que par celle de Berlin. Mais à l'heure où le processus de mondialisation et la crise économique imposent à la société allemande la mobilité, l'horizon de chacun s'élargit, à commencer par celui de la jeune génération qui n'hésite pas à aller étudier dans une autre région ou à l'étranger.

La société allemande est-elle donc sur la voie de l'apaisement ? Certes, mais elle est confrontée à un autre problème : les inégalités sociales croissantes. Ces dernières ont explosé depuis l'an 2000. L'Allemagne est aujourd'hui un pays riche... en pauvres ; un pays où le salaire des grands patrons s'est envolé pour atteindre des sommets indécentes, tandis que le pouvoir d'achat des salariés stagne depuis 1986 ! Un pays, enfin, où le contrat social, censé assurer la « sécurité et la prospérité pour tous », s'effrite sous les coups de boutoir des réformes libérales lancées par l'ex-chancelier social-démocrate Gerhard Schröder et achevées par le gouvernement d'Angela Merkel. Vingt ans après la chute du Mur, le nouveau défi de l'Allemagne se situe davantage sur le terrain social que sur le plan identitaire.

***Boris Grésillon est maître de conférences en géographie à l'université Aix-Marseille I. Son dernier Ouvrage, qui vient d'être publié (août 2009) à la Documentation française, s'intitule *L'Allemagne, vingt ans après...*,**